

## Chute en trompe l'oeil d'Angela Merkel dans les sondages : pourquoi l'Allemagne se dirige vers toujours plus de rigueur après les élections de septembre



Alors que les prochaines élections générales se dérouleront le 24 septembre prochain en Allemagne, Angela Merkel voit sa côte de popularité chuter lourdement dans le dernier baromètre réalisé par Infratest.

Avec Fabien Laurençon

### **Atlantico : Comment expliquer cette chute de 10 points à 6 semaines des élections, faisant passer Angela Merkel de 69 à 59% de satisfaits de l'action de son gouvernement ? Quels sont les thèmes majeurs de cette campagne électorale ?**

**Fabien Laurençon :** Cette chute massive et brutale de la popularité de la Chancelière constitue une surprise à première vue dans le calme de la pause estivale en Allemagne, cette "Sommerpause" qui, comme en France, est le signal de la trêve politique et syndicale outre Rhin.

Pour autant, il faut souligner que cette chute de popularité n'entraîne pas symétriquement une hausse de la popularité de son rival, Michael Schulz, qui stagne à 12 ou 13 points en dessous d'Angela Merkel, et ne bénéficie que marginalement (+ 4 points en un mois) de cet essoufflement. Cette inflexion estivale de la courbe de popularité d'Angela Merkel, bien que significative, ne remet pas fondamentalement en question la position dominante de la Chancelière sortante.

Sauf coup de théâtre (par exemple un attentat perpétré sur le territoire allemand, incident grave impliquant des réfugiés...), rien ne semble en mesure d'empêcher la réélection de Madame Merkel.

A six semaines de sa réélection, cette baisse s'explique néanmoins par la conjonction de plusieurs facteurs:

- l'usure du pouvoir, une forme de lassitude à l'égard du prévisible prochain gouvernement tout d'abord sont indéniables. Le vote Merkel n'est pas tant un vote d'adhésion enthousiaste qu'un vote de raison, voire de résignation en l'absence d'offre politique alternative séduisante et sérieuse. La seule véritable inconnue tient à des facteurs extérieurs, c'est à dire à l'identité du partenaire de la CDU-CSU dans la future coalition
- le silence assourdissant d'Angela Merkel sur les sujets d'actualité les plus sensibles que sont la crise des réfugiés d'une part, les liens étroits voire consanguins des grands groupes industriels - automobiles en premier chef (auxquels le Spiegel a d'ailleurs consacré sa une en juillet sous le titre provocateur "Das Kartell") et le pouvoir politique.
- enfin, le contenu très flou, limité et au fond assez décevant du programme de la CDU-CSU qui cumule les promesses faciles et les formules creuses, consensuelles mais qui n'innovent pas vraiment au regard des grands enjeux (démographie avec la gestion intelligente du vieillissement de la population, industrie avec la révolution digitale et la modernisation des infrastructures, éducation

---

avec l'adaptation de son système éducatif dans le secondaire...) et peinait à réinventer le consensus ordo-libéral allemand en vigueur depuis 1949.

La force de la campagne de la CDU-CSU est de reposer ainsi exclusivement sur la personnalité de sa candidate. C'est également sa principale faiblesse: faute de socle programmatique solide, la droite allemande en est réduite à hyper-personnaliser sa campagne, avec le risque de se retrouver fragilisée si sa figure de proue s'essouffle.

**Avec un écart substantiel entre Angela Merkel et son rival Martin Schulz (33%), la Chancelière ne semble courir aucun risque pour ce prochain scrutin. De façon remarquable, Wolfgang Schäuble obtient 64% d'opinions favorables, faisant de lui un homme incontournable pour les électeurs de la CDU-CSU. Comment expliquer un tel engouement pour le ministre des finances, réputé pour sa rigueur ? Faut-il y voir un probable durcissement de la position allemande post-électorale ?**

Le différentiel de voix entre la chancelière et Martin Schulz ne laisse en effet que peu de doutes quant à l'issue du scrutin de septembre - même si le Brexit, l'élection de Trump devraient nous inciter à être prudent. S'agissant de Wolfgang Schäuble, sa popularité, son aura dans l'opinion publique allemande ne sont pas nouvelles. Cela fait plus de 20 ans que Wolfgang Schäuble caracole en tête ou dans le trio de tête des personnalités les plus respectées en Allemagne. Unanimement respecté au sein de la classe politique allemande et au-delà, reconnu par ses pairs en Europe comme un remarquable ministre des finances, Européen avant bien d'autres (qui se souvient encore du fameux projet Schäuble - Lamers de 1994?), il incarne ce modèle si typiquement allemand aux yeux de l'opinion publique nationale, construit sur les valeurs de discipline et de rigueur et budgétaires, de transparence mais aussi de solidarité avec les partenaires européens. Cet attachement quasi affectif de l'opinion publique allemande pour Schäuble tient enfin à sa trajectoire politique d'éternel Poulidor de la vie politique allemande: éternel dauphin de Helmut Kohl, lui qui ne sera jamais chancelier, il ne sera pas même président fédéral, alors qu'il en avait plus que bien d'autres l'étoffe: il incarne quelque part, non sans une forme de tragique, le sens de l'Etat poussé jusqu'au renoncement de soi.

**Au regard des dernières tendances, quelle pourrait être la prochaine composition du gouvernement ? A quoi pourrait ressembler une nouvelle coalition ? Quelles seraient les conséquences, notamment pour la France, de l'éviction du SPD du gouvernement ?**

La composition de la future coalition constitue la seule vraie inconnue du scrutin, partant du postulat de départ que la CDU-CSU n'aurait vraisemblablement pas la majorité absolue au Bundestag et devra s'associer à un autre parti politique.

Selon les derniers sondages, la FDP et l'extrême droite de l'AFD seraient créditées de 8 % des intentions de vote, tandis que Die Linke obtiendrait près de 9%. Trois scénarii sont dès lors envisageables:

- alliance avec la SPD: elle peu probable pour un parti qui a été le grand perdant de 8 ans de grande coalition qui aspire à se refaire une virginité dans l'opposition s'il entend proposer une alternative en 2021

- accord avec le FDP: c'est l'option la plus "naturelle" sur le papier, reconstitution d'un tandem éprouvé par le passé (Kohl-Genscher de 1982 à 1998)

- un accord de gouvernement avec les Verts serait un pari audacieux, qui pourrait se heurter aux réticences du corps électoral conservateur de la CDU et notamment de son alliée bavaroise, mais qui pourrait faire sens sur le plan programmatique tant sont réelles les convergences possibles, y compris en matière économique.

Il convient de ne pas surestimer l'impact côté français de l'éviction possible du SPD du prochain gouvernement, et avec le parti social-démocrate de personnalités comme Sigmar Gabriel, perçu en France comme proche des positions françaises. En matière de couple franco-allemand comme en matière de politique commerciale ou de gouvernance de la zone euro, le prochain gouvernement allemand s'inscrit dans la continuité fidèle de l'action de l'équipe précédente; continuité qu'incarne parfaitement Wolfgang Schäuble. De même, il serait illusoire de croire que les attentes des élites politiques et économiques allemandes s'estompent vis-à-vis de la France en termes de réformes structurelles. Là aussi, la continuité s'imposera.